



COLECCIÓN
TEMAS
DE
HOY

LES MISSIONS BOLIVARIENNES

LES MISSIONS SOCIALES BOLIVARIENNES

Abril 2006

Les missions sociales boliviennes

Colección Temas de Hoy

© Ministerio de Comunicación e Información

Av. Universidad, Esq. El Chorro, Torre Ministerial, Pisos 9 y 10.

Caracas. Venezuela.

www.minci.gob.ve

publicaciones@minci.gob.ve

*2006, año Bicentenario del Juramento del Generalísimo Francisco de Miranda
y de la Participación Protagónica y del Poder Popular*

DIRECTORIO

Ministro de Comunicación e Información

William Lara

Viceministro de Estrategia Comunicacional

Mauricio Rodríguez

Viceministra de Gestión Comunicacional

Teresa Maniglia

Dirección de Publicaciones

Gabriel González

Diseño gráfico

Juan Carlos Pérez Escaño

Segunda reedición, abril de 2006

Impreso en la República Bolivariana de Venezuela

**LES MISSIONS
SOCIALES BOLIVARIENNES**

LES MISSIONS SOCIALES BOLIVARIENNES

Les missions sont destinées au peuple vivant une révolution. Nous redonnons le pouvoir au peuple vénézuélien. Le peuple avait été privé de pouvoir, le gouvernement bolivarien est arrivé pour le rendre au peuple vénézuélien, à tout le peuple vénézuélien, sans aucune exception. Hugo Chavez Frias

La construction collective du nouveau régime de démocratie sociale participative est confronté à l'opposition antidémocratique et à des pressions économiques et politiques nationales et étrangères.

La volonté majoritaire de transformation a dû affronter un appareil d'Etat gangrené par une corruption structurelle et soumis au harcèlement néo-libéral dans les dernières décennies.

De la nécessité d'approfondir la démocratie participative et la justice sociale et devant ce diagnostic d'inefficacité, un nouveau modèle de politiques publiques est né. Un modèle qui conjugue l'accélération des actions de l'Etat avec la participation directe du peuple dans la gestion publique. Il s'agit des missions sociales bolivariennes, créées par le Président Hugo Chavez en 2003. Leur développement représente le plus important effort public que la nation ait jamais connu pour solder la dette sociale accumulée et pour satisfaire les besoins de notre peuple.

Ces actions entendent transcender la démocratie représentative et l'Etat capitaliste, comme des moyens nécessaires à la

consolidation du processus de construction d'une société de citoyens et de citoyennes libres et égaux.

Pendant deux années, les missions ont permis, parmi d'autres succès, l'alphabétisation massive de plus d'un million de vénézuéliens, l'accès à l'éducation primaire, secondaire et supérieure d'un autre million, l'accès à la santé de 17 millions de vénézuéliens, les garanties alimentaires des communautés¹ et la consolidation de la réforme agraire.

Par delà ces succès qualitatifs tangibles, les missions témoignent de la re-² fondation de l'appareil d'Etat dans sa structure pour assurer l'incorporation pleine du peuple organisé à ce nouvel Etat social et démocratique dans la révolution.

Ainsi, elles ont permis une avancée significative dans la transformation des anciennes valeurs qui prévalaient en de nouvelles valeurs de coopération solidaire et d'organisation collective des communautés.

On présente ci-dessous un bref diagnostique du processus révolutionnaire qui a permis son lancement et sa consolidation, puis on analyse avec plus de détails l'origine des missions et leurs succès.

I. LA REVOLUTION BOLIVARIENNE

Le Venezuela a changé et il n'a pas changé pour un jour, ni pour une année: Le Venezuela a changé pour toujours, et nous sommes là pour nous assurer que cette expression soit une vérité aujourd'hui, demain et toujours. Il n'y aura pas de retour en arrière, nous sortons des catacombes. Hugo Chavez

Le processus constitutionnel

Aux élections de 1998, les partis dominants ont été balayés par le projet bolivarien d'Hugo Chavez, qui a appelé le peuple à définir des changements profonds dans la structure politique, économique et sociale de notre société. Son élection comme Président a donné le départ de la construction collective d'une démocratie participative, basée sur les idéaux boliviariens; un gouvernement populaire par opposition à un gouvernement des élites; une économie solidaire face à l'économie capitaliste; la récupération de la souveraineté sur nos ressources, pour un développement social et humain soutenable.

La principale promesse d'Hugo Chavez a été la convocation à d'une Assemblée Nationale Constituante, comme un outil politique pour la re-fondation de la République et combattre les trois grands malheurs de notre société: l'exclusion, la corruption et les dénationalisations.

Après la convocation par un décret présidentiel de l'Assemblée, les mouvements sociaux ont été réunis partout dans le pays pour faire connaître leurs propositions. Le résultat de ce processus a été la rédaction de la Constitution de la

République du Venezuela, approuvée par referendum par la majorité du peuple vénézuélien le 15 décembre 1999.

La Constitution de la République Bolivarienne

Dans le préambule de la Constitution, le peuple vénézuélien rappelle notre héritage libertaire, qui prend corps dans la loi “pour établir une société démocratique, participative, multiethnique et pluriculturelle, qui développe les valeurs de la liberté, d’indépendance, la paix, la solidarité, le bien commun, l’intégrité territoriale, la cohabitation et l’application de la loi.”

La Constitution instaure la République en un Etat démocratique social de droit et de justice, et elle établit des modèles alternatifs à la démocratie représentative et au néolibéralisme, qui ont produit une société marquée par l’opulence, l’exclusion et la pauvreté. Pour y arriver, elle prend à la lettre les droits et les devoirs humains, en cela elle est la plus progressiste du continent, et elle défend deux grandes transformations. D’un côté, elle établit un modèle de démocratie participative et de coresponsabilité, pour garantir la redistribution du pouvoir, la justice sociale et la constitution d’une société d’égalité des droits et des devoirs. D’un autre côté, elle établit un régime économique solidaire et soutenable, centré dans la fonction sociale de l’économie et dans le rôle de l’Etat comme régulateur des relations économiques.

Réaction antidémocratique et défense populaire de la révolution

En 2001, l’Assemblée Nationale a approuvé 49 lois présentées par le gouvernement, orientées vers l’adaptation dans le cadre légal des nouveaux postulats constitutionnels. Ces lois développent, parmi d’autres aspects, la réforme agraire, la garantie de souveraineté sur le pétrole, la protection de la pêche artisanale, le développement soutenable du littoral,

l'implication sociale des entreprises financières et l'impulsion des coopératives.

A partir de ce moment, le pouvoir économique, les partis de droite et les médias ont mené une campagne antidémocratique pour déstabiliser le nouvel ordre démocratique. Cette alliance a conduit au coup d'Etat du 11 avril 2002, dont l'objectif était de mettre fin au processus de démocratie participative et de rendre le pouvoir aux secteurs du pouvoir économique. Cependant, le 13 avril, le peuple et l'Armée -le peuple armé, comme disait Bolívar- a sauvé le processus constitutionnel, en rétablissant la démocratie et en rétablissant le Président dans ses fonctions.

A la fin de l'année 2002, la droite vénézuélienne a mis en place un nouveau plan de déstabilisation, en appelant à une grève illégale pour déséquilibrer économiquement l'action du gouvernement. Bien que la majorité de la classe travailleuse n'ait pas répondu à l'appel, ils ont réussi à entraver la production du pays et à saboter la production pétrolière, ce qui affectait principalement les secteurs populaires. Encore une fois, l'alliance entre le gouvernement révolutionnaire, le peuple organisé et l'Armée s'est imposée, et a mis à mal le lock-out des entreprises. Le démantèlement de la conspiration pétrolière a permis une véritable nationalisation de l'industrie, ainsi que la mise des ressources de l'industrie au service du développement national. Cette nouvelle bataille a aussi impulsé la lutte culturelle et la politique nécessaire pour avancer dans le processus révolutionnaire.

Après ces derniers échecs, les secteurs anti-démocratiques ont fini par assumer la voie constitutionnelle. Cela a permis de mettre à l'épreuve les institutions de démocratie participative prévues dans la Constitution. En concrétisant le référendum révocatoire de mi-mandat, qui permet de convoquer une consultation pour le renouvellement des mandats électifs à la moitié de leur durée.

En août 2004, la majorité du peuple vénézuélien a confirmé sa volonté révolutionnaire, quand elle a légitimé Chavez comme Président de la République. A partir de ce moment, la révolution est entrée dans une nouvelle phase d'approfondissement, soutenue par la consolidation des institutions de démocratie participative et d'économie solidaire contenues dans la Constitution. L'objectif de cette phase est de garantir la transformation définitive des structures politiques et sociales héritées des périodes précédentes et le modèle économique et culturel qui les a sous-tendues.

Un Gouvernement pour et par le peuple : les succès de six années de révolution

CHAMP JURIDIQUE, DROIT ET JUSTICE: Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela comme un Etat démocratique et social de Droit et de Justice, avec une reconnaissance entière des droits des peuples indigènes et des droits civils, politiques, sociaux, économique, culturels, du respect de l'environnement, des institutions de la démocratie participative, du contrôle de la gestion publique à tous les niveaux, de la constitution d'un régime économique solidaire, de la réforme agraire, de l'économie solidaire, du contrôle des banques et des services publics, de la souveraineté énergétique et pétrolière.

CHAMP POLITIQUE, DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE: Le re-dimensionnement de la démocratie au service des intérêts du plus grand nombre, l'organisation populaire pour la participation directe dans la gestion publique, la promotion des instances de participation sociale et politique, la radicalisation du contrôle social, l'interpellation directe du gouvernement par le peuple, la politique énergique souverainiste et d'autodétermination des peuples, l'incorporation de toutes les classes au développement national.

CHAMP SOCIAL, LA DIGNITÉ DES PEUPLES: La restitution de la dignité des peuples indigènes, l'universalisation des services

liés aux droits sociaux, l'alphabétisation massive, l'éducation primaire, secondaire et universitaire flexible et municipalisée pour les adultes et les exclus du système scolaire, la gratuité des services publics, les programmes de sécurité alimentaire, la santé pour les populations exclues, l'égalité des pensions avec le salaire minimum, la réforme agraire intégrale et participative.

CHAMP ÉCONOMIQUE, ÉCONOMIE SOLIDAIRE: Le gouvernement a mis fin aux politiques économiques néo-libérales et à l'ingérence étrangère, il a pris des mesures effectives pour la redistribution des richesses, l'exploitation des ressources naturelles pour le développement social, la nationalisation effective du pétrole, la protection des secteurs traditionnels de l'économie populaire, la promotion des formes d'économie solidaire, la fiscalisation de l'activité économique privée, la lutte contre les monopoles et les latifundia.

CHAMP CULTUREL, L'AMÉRIQUE AUTHENTIQUE: La valorisation de l'identité nationale basée sur l'histoire populaire et sur les valeurs latino-américaines, la prise en compte des peuples indigènes et de l'africanité vénézuélienne, la promotion de l'organisation populaire bolivarienne et autonome, la promotion de la culture populaire et communautaire.

CHAMP INTERNATIONAL, L'AUTODÉTERMINATION SOLIDAIRE: Les cours pour la connaissance de l'histoire des pays du sud, la dénonciation permanente du néolibéralisme sauvage, les propositions pour humaniser la coopération internationale entre les peuples, la défense de la multipolarité pour un nouvel ordre international juste et solidaire, un pari pour l'intégration politique latino-américaine basée sur l'idéal bolivarien, la participation résolue dans le harcèlement et la démolition de l'ALCA, des stratégies pour la réduction de la dépendance énergétique des républiques sœurs et plusieurs propositions altermondialistes.

II. LES MISSIONS BOLIVARIENNES

Les missions sont des composantes fondamentales du nouvel Etat social de droit et de justice. Ceux qui étaient exclus, aujourd'hui sont intégrés dans l'ensemble de la population: ils étudient, se préparent, s'organisent, ils travaillent avec une nouvelle culture, avec une nouvelle conscience. Car, les missions réalisent une nouvelle réalité, dans l'ordre culturel, psychologique, idéologique et philosophique, à partir de la réalité concrète et pratique qu'ils sous-tendent: dans le social, l'économique et l'éducatif. Hugo Chavez

Le système capitaliste se base sur l'exploitation du travail salarié des masses travailleuses, pour la satisfaction des élites économiques et maintient dans la pauvreté la majorité du peuple. Dans ce contexte, le travailleur n'est plus qu'un engrenage d'un mécanisme pervers de soumission et d'accumulation de pouvoir et de richesses, dont le contrôle politique est garanti par les institutions de démocratie représentative et la répression des protestations populaires. Dans cette réalité, le gouvernement révolutionnaire adopte une série de mesures pour le démantèlement progressif du système capitaliste et son remplacement par un modèle politique et économique alternatif, solidaire, soutenable et collectiviste, qui est orienté vers le développement social et humain. Il garantit la souveraineté politique et économique de la nation.

Chacune des attaques des secteurs conservateurs pour mettre à mal le processus de re-fondation de la République a été

mise à profit par le Président Chavez et par le peuple organisé pour avancer dans le démantèlement de l'ancien Etat libéral capitaliste, et dans la consolidation de la démocratie participative. Un des pas le plus significatifs est la création des missions sociales bolivariennes, orientées vers la règlement de cette énorme dette sociale de la nation, après des décennies de gaspillage et d'exclusion sociale, et vers la construction d'un nouveau Etat social révolutionnaire.

Les missions ont été créées par le Président Hugo Chavez, après le conflit et la grève des entreprises et le rachat des ressources pétrolières. Elles représentent le plus grand effort public de la nation pour satisfaire les besoins de notre peuple par le déploiement des institutions de l'Etat vers les endroits les plus éloignés du centre, à travers la participation directe des communautés populaires dans les initiatives pour le développement communautaire et national.

Elles sont un élément déterminant de la transformation de l'Etat vers la consolidation d'une démocratie participative et originale, construite avec l'effort du gouvernement révolutionnaire et le peuple dans la révolution. En cela, elles permettent d'approfondir le processus de transformation vers la démocratie participative et le nouvel Etat bolivarien. En plus, elles ont permis d'avancer dans la transformation des valeurs individualistes de la société capitaliste, et le ré-appropriation des valeurs de coopération solidaire et d'organisation collective pour l'autodétermination des communautés.

L'origine des missions

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE: Le nouveau régime de démocratie participative s'engage dans la radicalisation des institutions démocratiques et garantit la participation directe des communautés dans la vie publique. De la même manière que la Constitution qui la consacre prévoit des nouvelles institutions

pour l'exercice de la politique dans tous les secteurs de la vie nationale, son développement et sa consolidation ont besoin des nouvelles modalités d'exercice de la politique, comme un moyen pour surpasser les limitations de l'Etat libéral.

CORESPONSABILITÉ ETAT-SOCIÉTÉ: Les missions sont promues par le gouvernement national dans une alliance coresponsable avec la nouvelle citoyenneté. Le succès des missions dépend dans une grande partie de l'investissement des communautés dans la construction du nouvel Etat, et de sa participation pleine et consciente dans le développement de chaque programme.

LA PARTICIPATION ET LE PARTICIPATION POPULAIRE: Les communautés populaires sont incitées, avec une attention spéciale, à intervenir dans la construction de la nouvelle patrie, à travers leur participation directe dans les initiatives pour le développement. Les communautés sont associées depuis le début dans l'organisation et l'exécution des programmes à travers les instances de contrôle social, dans leurs cadres d'influences respectives.

LE RÈGLEMENT DE LA DETTE SOCIALE: Elles organisent le règlement de la dette sociale accumulée par les gouvernements précédents, en s'occupant premièrement des nécessités et demandes des secteurs de la population en extrême pauvreté, qui ont vu systématiquement niés leurs droits.

DES POLITIQUE CONTRE L'EXCLUSION: Elles sont un moyen de s'attaquer aux problèmes les plus graves de la population vénézuélienne, et de mettre en place les conditions indispensables pour une vie digne. Ceci en ce qui concerne l'alimentation, l'identification, l'éducation, la santé, le logement et l'emploi.

DES DROITS HUMAINS EFFECTIFS: Toutes les missions interviennent dans l'exercice des droits fondamentaux définis par la Constitution de la République Bolivarienne en conformité avec le droit international. Tous ces droits étaient jusque là structurellement niés par les administrations précédentes.

PLEINE CITOYENNETÉ: Elles promeuvent l'avènement de nouveaux citoyens, en leur donnant la possibilité de définir et de mettre en place les services publics qui leur garantiront les conditions nécessaires pour affronter les défis de la vie en collectivité et de les impliquer dans la consolidation d'un nouvel Etat.

LA TRANSFORMATION CULTURELLE: Les valeurs individualistes de la société de consommation sont présentes dans beaucoup de sphères de la société vénézuélienne. Le succès des missions nécessite de profondes transformations culturelles pour remplacer le modèle social compétitif et individualiste par un nouveau modèle solidaire et collectiviste. De là, la relance de la formation idéologique et la lutte contre le bureaucratie, la corruption et l'inefficacité dans la gestion publique.

DES MESURES CONCRÈTES: Le groupe des missions éducatives, y compris la Mission "Vuelvan Caras" dans sa phase d'application, stimulent les participants les plus nécessiteux, en proposant par exemple des emplois à l'issue des formations.

LE PLAN D'ACTION INTÉGRALE: Les missions abordent des problématiques interdépendantes dont l'approche doit être simultanée afin de promouvoir la citoyenneté et le fin de l'exclusion. Ainsi, les missions participatives s'occupent des causes et des facteurs qui produisent la situation d'exclusion (l'alphabetisation, l'éducation, la santé, le sport, le logement, l'emploi, la sécurité et la culture, parmi d'autres).

L'INNOVATION ET L'IDENTITE CULTURELLE: Ces nouvelles politiques participatives répondent à l'appel des missions Robinson par la recherche de notre propre chemin dans l'organisation de la société démocratique, basée sur nos propres valeurs sans copier des modèles extérieurs.

LA TRANSFORMATION INSTITUTIONNELLE: L'Etat libéral capitaliste des pays latino-américains répond aux modèles importés, qui ont peu à voir avec nos réalités populaires. Les Missions s'appliquent à dépasser ces modèles, à tout recul ou

hésitation dans la lutte contre la pauvreté et pour la justice sociale, nécessités actuelles des grandes masses populaires.

LA COGESTION: Les missions sociales mises en pratique par la révolution s'adressent aux collectifs, pour rassembler des expériences de cogestion de coresponsabilité pour l'administration des affaires publiques. Cette orientation gouvernementale constitue le fer de lance de la destruction des logiques d'exclusion de l'Etat capitaliste.

LA FLEXIBILITÉ INSTITUTIONNELLE: Jusqu'ici les gouvernements vénézuéliens et leurs administrations par soumission aux modèles dominants ont complètement échoué face aux demandes de notre peuple. A présent, au lieu d'élaborer dans le confort des bureaux administratifs des politiques de traitement de l'exclusion et de convoquer les exclus en longues queues en face des bâtiments officiels, les missions déploient la structure de l'Etat vers les lieux les plus éloignés des centres, ces endroits où l'aide publique est la plus nécessaire.

L'INTER-INSTITUTIONNALISME: Les missions proposent des articulations inter-institutionnelles innovantes, en court-circuitant l'administration traditionnelle. De cette manière, elles garantissent que l'ensemble des institutions publiques s'intègre à des niveaux différents et consolident le nouvel Etat révolutionnaire.

ALLIANCE CIVIQUE MILITAIRE: Depuis le début du processus révolutionnaire, le gouvernement, pour garantir la fin de son exclusion de la vie nationale et en pleine reconnaissance de l'égalité de tous les vénézuéliens, a fait participer activement l'Armée dans les politiques de développement. Cela a provoqué un extraordinaire élan pour le succès des politiques menées par les missions sociales bolivariennes.

LE RACHAT DES RESSOURCES NATIONALES: En se basant sur la récupération effective des ressources pétrolières et l'orientation du budget national vers les dépenses sociales, le gouverne-

ment utilise les ressources nationales au service du développement social intégral.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE SOLIDAIRE: Le gouvernement compte sur l'appui inconditionnel de la République de Cuba. Celle-ci participe à la réalisation de dizaines d'expériences révolutionnaires. Ainsi elle met à notre disposition sa méthode d'alphabétisation expérimentée avec le succès que tout le monde connaît sur l'île. Plus de 20 000 médecins cubains assurent les soins de santé dans les Barrio Adentro, des centaines de professionnels de la santé, de l'éducation, du sport et d'autres spécialités, sont impliqués dans cette coopération solidaire.

III. AIRES D'IMPACT DES MISSIONS

Nous avons pris le chemin de la connaissance, de la culture autochtone pour construire dans ce XXI siècle une patrie libre avec un peuple libre, vraiment libre, et en plus, placé dans des conditions d'égalité, car on ne peut pas séparer la liberté et l'égalité. Si on les sépare, la perversion qui s'est passée sur ce Continent pendant ces années, et aussi dans le monde, en Afrique et en Asie, partout dans le monde, peut arriver. Hugo Chávez

Le droit à l'éducation

Une des conséquences les plus dramatiques de la crise politique et sociale des dernières décennies a été la détérioration du système éducatif public et l'exclusion progressive du champ de la connaissance de la majorité des pauvres. Dans la dernière décennie, l'application des politiques néo-libérales a précipité la détérioration du système éducatif et de la qualité de l'éducation. De même, la répartition des richesses produites et la privatisation du droit a dramatiquement augmenté l'exclusion des couches populaires.

La Constitution restitue au peuple le droit à l'éducation démocratique, gratuite et obligatoire, et elle conçoit l'éducation comme un processus permanent de construction de la citoyenneté. Depuis son arrivée à la Présidence, Hugo Chavez a mis l'accent sur la priorité d'une refondation du système éducatif, élevant son budget jusqu'aux normes internationales et oeuvrant pour sa transformation effective. Le gouvernement a adopté des mesures par la prise en charge par le peuple de l'im-

plantation des écoles et il a créé les écoles bolivariennes, pour promouvoir une éducation intégrale et de qualité, élément central du développement des valeurs de solidarité. Il a également mis en place des espaces de rencontre et de participation entre la communauté étudiante et la communauté éducative. Dans le même temps, il a incorporé des politiques de sécurité alimentaire, en offrant quatre repas aux enfants pour garantir le suivi et la qualité de l'éducation et libérer les familles aux ressources très modestes de cette charge.

Avec pour objectif d'en finir avec l'ignorance d'une partie de la population adulte exclue et promouvoir sa pleine citoyenneté, le Président Chavez a créé les missions éducatives, qui abordent les différentes étapes d'alphabétisation, des écoles primaires et secondaires, l'accès à l'éducation supérieure et la spécialisation universitaire.

L'OBJECTIF DE LA MISSION ROBINSON I, créée en juin 2003, est l'éradication de l'analphabétisme, à travers une campagne massive d'alphabétisation. On a appliqué, avec l'appui inconditionnel de la République de Cuba qui nous a fait profiter de son expérience pour l'utilisation de sa méthode d'alphabétisation « Je peux », qui a obtenu un prix de l'UNESCO. Pour réaliser cet objectif, la mission a compté avec l'assistance de 70 pédagogues cubains et avec la participation volontaire de plus de 100.000 alphabétiseurs communautaires, qui se sont occupés de la formation et de la certification d'alphabétisation de plus d'un million 300 mille citoyens en une année, ce qui représente presque 9% de la population totale âgée de plus de dix ans.

Grâce à ce programme, le Venezuela pourra se déclarer territoire libre d'analphabétisme.³

La Mission Robinson II est la deuxième phase du processus éducatif

des secteurs exclus, et elle a comme but de garantir des études de base pour la population alphabétisée, qui devra bientôt obtenir des diplômes d'éducation primaire, après une formation de deux années.

De son côté, la *Mission Ribas* s'occupe des personnes qui n'ont pas eu l'opportunité d'achever le cycle d'éducation secondaire, ou qui n'ont pas pu y accéder. Commencée en novembre 2003, elle compte un million de citoyens inscrits dans tout le territoire national, qui devront obtenir le diplôme du lycée dans un période de deux années. On expérimente aussi des méthodes innovatrices d'éducation à distance avec l'appui des formateurs et des institutions. Le programme est financé par l'entreprise pétrolière Pdvs et par l'entreprise d'électricité Cadafe, lesquelles ont promis d'offrir des emplois aux diplômés dans les secteurs pétroliers, miniers et électrique.

Enfin, la *Mission Sucre* prépare l'accès aux universités publiques, en garantissant l'éducation universitaire des secteurs de la population qui n'ont pas eu accès à l'éducation supérieure du fait de l'iniquité existant encore dans le système éducatif institutionnel. Aujourd'hui, elle couvre les nécessités de formation d'un demi million de citoyens exclus des universités et des instituts d'éducation supérieure. La mission se développe dans des locaux à l'intérieur des communautés populaires, en offrant une formation à distance avec l'appui de tuteurs. Ses programmes sont conformes à ceux de l'Université Bolivarienne du Venezuela, qui encourage la municipalisation⁴ des études universitaires qui sont créés dans tout le territoire national.

Le droit à la santé

Dans les décennies écoulées, les politiques en faveur du secteur privé, aggravées par la corruption et le gaspillage, ont eu pour conséquence une détérioration progressive des systèmes

de sécurité sociale et de santé publique vénézuéliens. Une situation qui s'est accentuée par les politiques néo-libérales des années 90. Ainsi, le gouvernement a hérité d'une sécurité sociale inopérante et virtuellement privatisée et de services de la santé, confrontés à la situation catastrophique des hôpitaux et à l'exclusion, incapables de répondre aux principaux problèmes des communautés.

L'arrivée de Chavez à la présidence a marqué la fin des politiques néolibérales, il a considérablement accru le budget de la santé et mis en oeuvre les politiques pour reconstruire les deux systèmes. Ainsi, la Constitution de la République Bolivarienne a reconnu le droit pour tous à la sécurité sociale et à la santé ; en freinant toute possibilité de leur privatisation, elle affirme l'obligation de l'Etat de financer et de gérer les deux systèmes. En raison de leur décomposition, les premiers efforts pour le sauvetage des systèmes n'ont pas été couronnés de succès. Pour cela, il était nécessaire de créer un nouveau système national de santé et de payer l'énorme dette sociale accumulée dans les dernières décennies. C'est alors que l'on a décidé de mettre en place la Mission Barrio Adentro sur un modèle de programme de santé populaire mis au point par la Municipalité « Libérateur » de Caracas et qui s'est étendu à la totalité du territoire national. Barrio Adentro est un programme intégral coordonné avec le gouvernement Cubain et basé sur l'expérience similaire menée dans l'île. Ce programme offre les services de santé préventive et de médecine générale au sein des communautés. Les docteurs qui participent, habitent dans les quartiers, ont à leur disposition l'équipement nécessaire pour traiter la majorité des maladies courantes et distribuent des médicaments gratuits pour leur traitement. Cela a représenté pour les populations concernées un changement radical, elles qui auparavant n'avaient jamais reçu l'attention de l'Etat, ou celle d'un professionnel dans leur quartier et devaient se

contenter, en dernière extrémité, d'un service hospitalier exsangue, totalement incapable de répondre aux besoins.

Les médecins interviennent dans les programmes d'alimentation, pour garantir à tous une nourriture suffisante et équilibrée.

La Mission remercie la République de Cuba pour son soutien avec la présence sur le territoire national de plus de 20 mille docteurs cubains.

Dans la phase initiale, les docteurs ont été logés par des habitants qui ont mis à leur disposition leurs maisons comme lieu d'exercice de médecine générale. Dans un deuxième temps, les modules Barrio Adentro ont été construits, et deviennent la base du nouveau système national de santé.

De nos jours, des milliers de Vénézuéliens sont formés dans les universités cubaines pour devenir les futurs docteurs des communautés et remplacer progressivement les médecins cubains.

Le deuxième niveau du système est le *Barrio Adentro II*. C'est la mise en place, dans les communautés, de centres de diagnostic et de rééducation. Ces nouveaux centres, qui reçoivent les patients adressés par les médecins des modules de santé du premier niveau (Barrio Adentro I), mettent à leur disposition des instruments d'examen de haute technologie (radiographie, IRM, laboratoire d'analyse etc...), aussi bien que des services de kinésithérapie ainsi que de thérapies alternatives.

À présent, on se trouve dans la phase initiale de *Barrio Adentro III*, qui achèvera la mise en place d'un réseau national hospitalier.

Dans le champ de la santé, s'applique aussi la *Mission Milagre*, grâce à elle, environ 20 mille Vénézuéliens ont profité de la coopération avec la République de Cuba pour récupérer la vue. La Mission permet aux personnes à faibles ressources qui ont des problèmes graves de vision de se rendre à Cuba où les spécialistes cubains les soignent gratuitement.

Habitat et logement digne

Pendant des décennies, l'Etat vénézuélien n'a mené aucune action efficace pour résoudre le problème du logement des familles les plus démunies. Cette population plongée dans la misère et l'exclusion, a construit elle-même son habitat à la périphérie des grandes villes. 60 % de la population vivait dans ces quartiers au développement anarchique sans actes de propriété et dépourvus de services publics, d'équipements et même de commerces.

La Constitution de la République Bolivarienne établit le droit pour chaque personne à un logement approprié, avec des services essentiels de base et force l'Etat à garantir ce droit, avec priorité donnée aux secteurs à faibles revenus, par le moyen de crédits à la construction, à l'acquisition ou à l'amélioration de l'habitat.

En 2002, le Gouvernement Bolivarien a créé les Comités des Terrains Urbains, qui organisent la régularisation des titres de propriété dans les quartiers populaires, tandis que les **Mesas Técnicas de Agua** prennent en charge la viabilité et la qualité des services de l'eau. Pour sa part, l'Assemblée Nationale a approuvé en 2005 la loi de Protection du débiteur hypothécaire de logement, qui garantit une politique de crédit équitable et la protection juridique des classes moyennes et populaires. Tous ces efforts visent à transformer la ville, à la démocratisation de la propriété, à la participation des habitants dans la rénovation des taudis, à la coresponsabilité et la cogestion.

L'année dernière, le gouvernement a créé le Ministère du Logement, dont le but est de restructurer le secteur, et lancé la *Mission Habitat*, qui promeut la socialisation des populations qui sont incitées à résoudre collectivement les problèmes liés à l'habitat. Pour cela, elle propose de changer le modèle d'urbanisation en cours depuis plus de 40 ans au Venezuela, en le mettant en relation directe avec la culture, l'éducation, la nourri-

ture, la santé et le travail. C'est une conception qui se propage dans les quartiers populaires en encourageant les solidarités⁵.

L'objectif étant d'obtenir d'ici 2021 un logement digne pour tous les Venezueliens, la Mission Habitat vise à mettre en œuvre un grand plan d'équité et de justice sociale en fournissant des ressources, des outils et de la formation aux communautés afin qu'elles autogèrent le développement de l'habitat social et de son environnement. Il s'agit d'administration partagée entre les communautés et les institutions d'Etat pour la planification, le contrôle et la construction de leur habitat, et du renforcement de l'organisation du pouvoir local. La Mission expérimente le Programme de Transformation des Barrios dans les secteurs environnant la route Caracas-La Guaira.

La loi sur la sécurité alimentaire

Historiquement, les populations appauvries ont connu la faim ou la sous-alimentation, les programmes d'assistance proposés alors, cautère sur une jambe de bois, se sont avérés totalement inopérants. Les politiques suivies par les classes dirigeantes tournées vers les échanges internationaux, ont produit la croissance exponentielle des importations et la stagnation du développement national.

Une des conséquences les plus dramatiques de ces politiques a été l'abandon de l'agriculture, de l'agro-industrie et par conséquent la dépendance croissante du pays, pour son approvisionnement alimentaire, de l'étranger.

Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement bolivarien a mené une politique pour inverser cette situation et atteindre une sécurité alimentaire basée sur la production nationale, garantissant ainsi la souveraineté nationale et le développement conséquent des communautés rurales et urbaines.

Parmi les politiques développées à travers le Programme Spécial de Sécurité d'Alimentation (**PESA**), citons les plans

d'ensemencement, de production, de diversification des cultures et de pleine exploitation des ressources agricoles. La création de la Coopérative d'Approvisionnement et Services Agricoles (CASA), qui assure l'achat et le stockage des récoltes et l'approvisionnement des programmes de distribution alimentaire.

De même le gouvernement protège la pêche artisanale (loi sur le littoral et mesures d'aide), stimule la réforme agraire et le développement rural au moyen de la Mission Zamora, la partie agraire de la Mission Vuelvan Caras et d'autres programmes.

A son tour, la *Mission Mercal* se donne comme objectif de résoudre les problèmes d'approvisionnement alimentaire des populations modestes par la vente directe de produits de base à des prix solidaires, subventionnés pour les pauvres et gratuits pour les nécessiteux. Mercal représente une solution radicale et transitoire au problème de la faim.

On compte plus de 2000 points de vente de diverses dimensions qui vont des entrepôts mobiles aux méga-marchés suivant qu'ils sont implantés dans les quartiers, les zones rurales et les communautés indigènes. Des coopératives, des entreprises familiales ainsi que les communautés participent à leur gestion.

D'autre part la mission Mercal met en place et gère les cantines populaires qui proposent des menus à des prix accessibles dans les secteurs urbains populaires, les cantines scolaires et d'entreprises, enfin les Maisons d'Alimentation qui offrent des repas gratuits aux personnes vivant dans l'extrême pauvreté et aux enfants sous-alimentés.

La mission participe au développement de la production alimentaire nationale. En s'adressant directement aux producteurs et aux coopératives, elle réduit les frais de distribution, garantit la disponibilité des produits à des prix économiques, renforce la chaîne de production agricole nationale et met en place les canaux d'auto-approvisionnement alimentaire des communautés.

La réforme agraire, le développement rural, les luttes pour la terre, ont toujours été les principales revendications des mouvements révolutionnaires vénézuéliens. L'action la plus significative a eu lieu en 1859, quand Ezequiel Zamora a pris la tête d'une armée de paysans et de pauvres, sous le slogan « La terre et des hommes libres ».

Bien qu'au début des années 60, le gouvernement ait promulgué une réforme agraire, rien n'a été changé pour la majorité des paysans alors que les partisans du régime ont profité de ses largesses. De nos jours, le Venezuela connaît encore une concentration foncière considérable : 5% des propriétaires possèdent 80% des terres, souvent avec des titres de propriété frauduleux.

La Constitution fait justice aux demandes des paysans appauvris, leur reconnaît le droit à la terre et oblige l'Etat à appliquer une véritable réforme agraire. Cette réforme est étroitement liée à la politique de sécurité alimentaire et à la souveraineté nationale.

En 2001, l'Assemblée nationale a promulgué la Loi de la Terre et le Développement Agraire.

Depuis, plus de 2 millions d'hectares ont été redistribués entre plus de 10 mille familles rurales et des dizaines de propriétés dans le pays ont été transformées en *zamoranos*, qui sont des espaces pour le développement intégral rural.

La Mission Zamora oeuvre pour renforcer ce processus de démocratisation de la terre et de sécurité alimentaire, elle concentre ses actions non seulement sur la redistribution de la terre, mais facilite aussi la distribution des semences, des machines agricoles, apporte des conseils techniques, et un économique pour une organisation solidaire des paysans. A son tour, elle fait le lien avec les processus de développement rural, avec les politiques de sécurité alimentaire en incorporant les

nouveaux producteurs dans le système de production et en commercialisant leurs produits dans les Mercal.

LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE ET LA TRANSFORMATION DU MODÈLE SOCIO-ÉCONOMIQUE: Depuis la fin de l'ère coloniale, les modèles de développement mis en oeuvre au Venezuela ont favorisé l'accaparement, l'exportation de nos richesses et l'accumulation de capital par les classes dominantes. Cela a produit la dénationalisation de nos ressources et la dépendance totale de notre économie aux diktats d'acteurs internationaux, aussi bien que le contrôle externe sur les processus politiques. A leur tour, ces modèles ont garanti la continuité des relations capitalistes d'exploitation et la soumission de la grande majorité de la population, aussi bien qu'un chômage chronique pour les communautés les plus appauvries.

NOTAS

1 Dans les dernières années, les politiques néo-libérales ont accentué l'étendue de la pauvreté et les inégalités sociales.

2 Au sens de regroupement d'habitants par villages ou quartiers

3 Après la publication de cette brochure, l'UNESCO a officiellement déclaré que l'analphabétisme avait disparu au Venezuela.

4 Au sens de localisation dans les communes

5 Voir l'article de Johanna Lévi « tous sur le pont » dans la revue Politis



Gobierno
Bolivariano
de Venezuela

Ministerio
de **Comunicación**
e **Información**

